



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **16 MARS 2026**

Cellule Risques Anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2026-012-DREAL

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°21-005N du 28 janvier 2021 autorisant la Société SMURFIT WESTROCK FRANCE à exploiter une usine de fabrication de cartons ondulés à partir de bobines de papier sur le territoire de la commune de Gallargues-le-Montueux

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°21-005N du 28 janvier 2021 autorisant la société SMURFIT KAPPA FRANCE à exploiter une usine de transformation de papier en carton ondulé située sur la commune de Gallargues-le-Montueux ;
- Vu** le changement de dénomination sociale d'octobre 2024, la société SMURFIT WESTROCK FRANCE succédant à la société SMURFIT KAPPA FRANCE ;
- Vu** la modification notable portée à la connaissance du préfet par SMURFIT WESTROCK le 3 février 2026 et le dossier joint complet ;
- Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées du 16 février 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 20 février 2026 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 6 mars 2026 ;

- CONSIDÉRANT** que la société SMURFIT WESTROCK est actuellement autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Gallargues-le-Montueux des installations de fabrication de cartons ondulés au titre de la législation sur les installations classées ;
- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 3 février 2026 les éléments d'appréciation relatif aux modifications apportées à l'installation et à son mode d'exploitation ;
- CONSIDÉRANT** que ces modifications portent sur la création d'un nouveau bâtiment de type chapiteau dédié au stockage de produits finis au sein de l'établissement ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées ne font pas entrer les projets déjà autorisés au bénéfice de la société SMURFIT WESTROCK dans les seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le volume supplémentaire de stockage de produits finis (cartons ondulés) n'est pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale de 2018 ;
- CONSIDÉRANT** que l'extension de l'activité de stockage de papier/carton modifie l'étude de dangers initiale datée de 2019 par l'étude d'un nouveau scénario d'incendie ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a justifié de l'absence d'impacts des effets thermiques générés par les stockages de produits finis supplémentaires sur les structures existantes du site et en dehors des limites de propriété de l'établissement ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a également justifié de l'absence d'effet domino des installations existantes vers le nouveau bâtiment de type chapiteau ;
- CONSIDÉRANT** que l'ensemble des modifications apportées à l'installation ne sont donc pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** par ailleurs que le nouveau bâtiment de stockage ne respecte pas les articles 3.1 et 4.1 de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 susvisé relatif à l'implantation des stockages de produits finis, à la structure du bâtiment et au désenfumage et que l'exploitant sollicite des aménagements aux prescriptions générales ;
- CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté du 30 septembre 2008 prévoient que les limites du stockage doivent être implantées à une distance de l'enceinte de l'établissement d'au minimum 10 mètres pour les installations d'un volume inférieur à 10 000 m³ ;
- CONSIDÉRANT** qu'au vu de l'implantation du chapiteau par rapport aux limites de propriété, cette distance minimale de 10 mètres n'est pas respectée uniquement en partie nord du site ;
- CONSIDÉRANT** que malgré cette distance entre le chapiteau et les limites de propriété inférieure à 10 m en partie nord du site, les effets thermiques générés par l'incendie du chapiteau restent contenus à l'intérieur du site, les flux thermiques ne sortant pas des limites de propriété ;
- CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté du 30 septembre 2008 prévoient :
« Pour ces stockages, les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ;
- planchers hauts REI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) ;
- l'ensemble de la structure présente les caractéristiques REI 30 ;
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 si d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 si d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1). »

CONSIDÉRANT que la structure, les parois et la toiture du chapiteau ne respectent pas les caractéristiques demandées ;

CONSIDÉRANT que la couverture de toiture du chapiteau sera néanmoins composée d'une membrane de type polyester enduit PVC, auto-extinguible, double-peau, faiblement combustible, difficilement inflammable et non gouttante ;

CONSIDÉRANT que l'étude du scénario d'incendie issu des stockages du chapiteau a permis de mettre en évidence l'absence d'effets dominos sur les bâtiments existants d'une part, et d'autre part l'absence d'effets thermiques sortant des limites de propriété ;

CONSIDÉRANT que la nature de la couverture de toiture du chapiteau répond à des objectifs équivalents à un système de désenfumage traditionnel ;

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il y a lieu de prescrire des prescriptions complémentaires pour prendre en compte les mesures compensatoires proposées afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne conduisent pas à une modification du régime de classement de l'établissement qui demeure soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2450 (consommation d'encre) ;

CONSIDÉRANT que le stockage supplémentaire de produits finis (cartons ondulés) entraîne une augmentation du volume total de papiers/cartons sans toutefois dépasser le seuil de l'enregistrement sous la rubrique 1530, l'ensemble des stockages de papiers/cartons de l'établissement reste soumis au régime de la déclaration ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement des rubriques ICPE du site tel que précisé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2021 susvisé, pour prendre en compte le projet de création d'un chapiteau, mais également l'évolution récente de la rubrique 2445 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suite à la parution du décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire les mesures compensatoires envisagées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société SMURFIT WESTROCK FRANCE dont le siège social est domicilié au 5, avenue du Général de Gaulle à Saint-Mandé (94160) est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de cartons sur le territoire de la commune de Gallargues-le-Montueux à l'adresse suivante : 441, avenue des Marchandises, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et du présent arrêté.

Article 2 – Liste des installations autorisées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Capacité	Régime
2450-A-a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j Nota. Pour les produits qui contiennent moins de 10% de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.	Impression des plaques de cartons par flexographie Consommation d'encre contenant moins de 10 % de solvant = 520 kg/j, soit 260 kg/j	A
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	Une onduleuse, des machines de découpe, pliage et collage Capacité de production = 250 t/j	E
1530-2	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :	Bobines de papier : 4 000 m ³ Cartons dans les bâtiments existants (encours, produits finis et déchets) : 10 920 m ³ Cartons dans le nouveau	D

	2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	bâtiment : 5 000 m ³ Volume stocké = 19 920 m ³	
1532-2-b	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20000 m ³	Formes : 392 m ³ Palettes : 2 200 m ³ Déchets bois : 70 m ³ Volume stocké = 2 670 m ³	D
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Stockage de clichés et films Volume stocké = 177 m ³	D
2910-A-2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1. Sii la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière gaz : 4, 872 MW Aérothermes : 0,0676 kW Puissance nominale totale = 4,94 MW	DC
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et	1 poste de distribution GPL	DC

	soupapes)		
--	-----------	--	--

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration à contrôle périodique

Article 3 – Consistance des installations classées

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.4 Consistance des installations classées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment d'une superficie de 1 400 m² où sont réalisées les opérations de découpe (bâtiment 1) ;
- un bâtiment de 4 610 m² qui comprend un hall de production (onduleuse et contre-collage) et une zone de stockage de bobines de papier (bâtiment 2) ;
- un hall de production de 8 200 m² dans lequel se trouvent les lignes d'impression par flexographie et de transformation des cartons, une zone de stockage des en-cours (plaques de carton) et une zone de stockage en mezzanine des clichés et formes de bois (bâtiment 4) ;
- un bâtiment de stockage des produits finis de 5 670 m², associé à des quais de chargement/déchargement (bâtiment 3) ;
- un bâtiment de stockage de produits finis, de type « chapiteau » de 1 800 m² ;
- un atelier de 200 m² ;
- un local chaufferie ;
- un local dédié aux opérations de préparation de la colle à l'amidon associé à un silo d'amidon d'une capacité de 37,5 m³ situé à l'extérieur ;
- une station de pré-traitement des effluents industriels ;
- un stockage extérieur de palettes en bois ;
- deux bassins de rétention des eaux d'extinction incendie et des eaux pluviales ;
- un forage ;
- un bâtiment de 400 m² où sont implantés les bureaux administratifs.

Le plan général du site figure en annexe du présent arrêté préfectoral. »

Article 4 – Conformité aux plans et données techniques du dossier

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.3 Conformité aux plans et données techniques du dossier

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation et des porter à connaissance déposés à date (PAC).

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. »

Article 5 – Identification des effluents

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants:

- les eaux domestiques : elles sont dirigées vers le réseau d'assainissement ;
- les eaux industrielles :
 - les eaux flexos, issues de l'activité d'imprimerie, sont collectées et dirigées vers une cuve de la station de traitement de l'établissement où elles sont neutralisées, floculées et filtrées avant rejet dans le réseau d'assainissement communal,
 - les eaux amidonnées, issues de la transformation du papier en carton, sont collectées et dirigées vers une cuve de la station interne et recyclées dans la fabrication de colle,
 - les eaux de purges de la chaufferie (composées des eaux de purge de la chaudière et des eaux de purges du système d'adoucissement de l'eau) sont collectées et dirigées dans la cuve de traitement des eaux flexos ;
- les eaux pluviales :
 - les eaux pluviales de toitures sont collectées et dirigées vers deux bassins d'une capacité respective de 1 200 m³ et de 2 300 m³, soit de capacité totale de 3 500 m³,
 - les eaux pluviales de voiries sont collectées, traitées par un séparateur à hydrocarbures et dirigées les bassins de capacité totale de 3 500 m³. »

Article 6 – Superficie des zones imperméabilisées

Le dernier alinéa de l'article 4.4.2.3 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.4.2.3 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

La superficie des différentes zones imperméabilisée du site se répartit comme suit :

– bâtiments et chapiteau : $20\,240 + 1\,800 \text{ m}^2 = 22\,040 \text{ m}^2$

– voiries et aires de stationnement : $13\,000 \text{ m}^2$,

soit une superficie totale de $35\,040 \text{ m}^2$. »

Article 7 – Organisation des stockages

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est complété par les dispositions suivantes :

Article 8.3.4 Organisation des stockages dans les bâtiments existants

L'organisation des stockages et leurs caractéristiques sont données dans le tableau ci-dessous.

Bâtiment	Stockage concerné	Surface	Mode de stockage
Bâtiment 2	Stockage vertical de bobines	2 050 m ²	Stockage en masse 9 îlots Allée de circulation centrale d'une largeur de 5 m
Bâtiment 3	Stockage de cartons	5 670 m ²	Stockage en masse de palettes (3500 palettes) 10 îlots formant deux zones de stockage chacune

			d'une surface de 2 700 m ² Bande centrale d'une largeur de 10 m
Bâtiment 4	Stockage des formes et des clichés	1 500 m ²	Stockage en masse sur mezzanine 29 îlots
Bâtiment 4	Stockage de plaques de carton (en cours)	1 500 m ²	Stockage en masse
Chapiteau	Stockage de produits finis (cartons)	1 800 m ²	Stockage en masse de palettes (2000 palettes) sur deux niveaux 7 îlots

Article 8 – Nouveau bâtiment de stockage (chapiteau)

À l'exception des dispositions particulières ci-dessous, le nouveau bâtiment de stockage respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530.

Ces dispositions particulières remplacent celles prévues aux articles 3.1 « Implantation » et 4.1 « structure du bâtiment » de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 susvisé.

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est complété par les dispositions suivantes :

« Article 8.3.5 Nouveau bâtiment de stockage (chapiteau)

Article 8.3.5.1 Organisation des stockages

Les principales caractéristiques des produits stockés dans le chapiteau sont données dans le tableau ci-dessous.

Chapiteau			
Mode de stockage	Stockage en masse sur deux niveaux		
Hauteur moyenne de stockage	3,8 m		
Type de produits	Palettes et cartons		
Îlots	7 îlots		
Dimensions des îlots	3 îlots de 13,2 m sur 14 m	2 îlots de 21,1 m sur 10 m	2 îlots de 21,1 m sur 10 m
Volume des îlots	2 106 m ³	1 603 m ³	1 603 m ³

Article 8.3.5.2 Dispositions constructives

Le chapiteau dispose d'une ossature en acier, de façades en bardage métallique simple et d'une dalle en béton.

La couverture de toiture est constituée d'une membrane de type polyester enduit PVC auto-extinguible double peau et non gouttante. Son ouverture est opérée en présence d'une source de chaleur ou d'inflammation, faisant office de désenfumage. »

Article 9 – Confinement des eaux d'extinction incendie

Les 4^{ème} au 7^{ème} alinéas du V de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 8.5.2 Rétention et confinement

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés, placés en série, l'un d'une capacité de 1 200 m³ et l'autre de 2 300 m³, permettant un volume total de rétention de 3 500 m³.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de constitution de ces volumes de confinement.

Les deux bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans le premier bassin de confinement équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie est déterminé en calculant pour chaque bâtiment la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé dans le porter à connaissance référencé n°2025-ASE-000023 du 02/02/2026 d'une part ;
- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Sur cette base, le volume nécessaire au confinement déterminé conformément au document technique D9A (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), est de 1 070 m³.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont canalisées vers les deux bassins de rétention via le réseau d'eaux pluviales du site. Tout le long de la durée de l'incendie, l'exploitant s'assure du bon écoulement des eaux d'extinction par les regards et collecteurs du réseau d'eaux pluviales vers les deux bassins. Les eaux d'extinction incendie sont confinés dans le premier bassin de 1 200 m³ par la fermeture manuelle d'une vanne d'obturation placée entre les deux bassins de rétention.

Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa maintenance ainsi que sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. Des tests du bon fonctionnement de la vanne et des vérifications sont par ailleurs menés au moins annuellement et les résultats de ces contrôles font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces eaux polluées et collectées dans les bassins sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Article 10 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.7.1 Moyens d'intervention en cas de sinistre

Les besoins en eau pour assurer la défense incendie du site (zones de stockage et zones de production) ont été estimés à 360 m³/h pendant deux heures, soit 720 m³ suivant le document technique D9.

L'établissement est équipé de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- 3 poteaux incendie externes n°24, 25 et 26, protégé contre le gel, alimentés en eau par le réseau d'eau de la commune et présentant un débit unitaire minimal de 60 m³/h et un débit simultané sur deux poteaux d'au moins 120 m³/h ;
- une réserve d'eau verticale de 500 m³ munie de 2 prises d'eau pompiers et 1 prise de réalimentation via le forage, conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ce point d'eau incendie ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximités des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles. S'agissant de la réserve d'eau, l'exploitant fixe les conditions d'essais périodiques et de maintenance de ses équipements connexes (raccords pompiers, pompe d'alimentation du forage, dispositif de niveau haut...). Les rapports de vérification, d'entretien et éventuellement de maintenance produits à l'issue de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 11 – Plan de défense incendie

L'article 8.7 de l'arrêté préfectoral n°21.005N du 28 janvier 2021 est complété par les dispositions suivantes :

« Article 8.7.5 Plan de défense incendie

L'exploitant établit un plan de défense incendie dans un délai de 6 mois. Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- le plan des réseaux d'eau d'alimentation et de collecte ;
- les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- les mesures particulières nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque bâtiment, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques.

Le plan de défense incendie prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. »

Article 12 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du Code de l'environnement.

Article 13 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 14 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 15 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

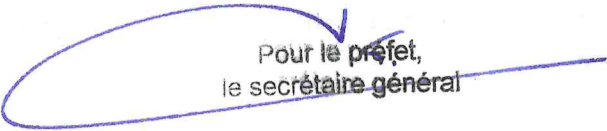
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 16 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Gallargues-le-Montueux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SMURFIT WESTROCK FRANCE.

Le Préfet



Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

Annexe
Plan du site



Légende :

-  Limites de propriété
-  Bâtiments
-  Emprise du projet Chapiteau
-  Zones de stockage

0 25 50 m

